



Belkhadem s'oppose à la dissolution du Parlement

Le SG du FLN a fustigé l'attitude du secrétaire général de la ligue qui, en compagnie de quatre ministres arabes, a pris part au sommet de Paris.

Le secrétaire général du FLN et représentant spécial du président de la République, Abdelaziz Belkhadem, lève une partie du voile sur ce qui se prépare au sommet de l'État, concernant les réformes politiques profondes promises. Invité de la Radio nationale hier,

M. Belkhadem a réitéré son appel pour la révision de la Constitution, estimant que cette révision "s'impose", même s'il nie que les changements à venir soient dus à la conjoncture arabe. Le patron du FLN arguera que "la Constitution a été élaborée dans des conditions différentes à celles d'aujourd'hui" et rappellera que son parti avait déjà appelé à une révision profonde de la Constitution pour, dira-t-il, "à la fois déterminer le système de gouvernance, élargir les prérogatives de la représentation populaire et établir les différentes formes de contrôle". Ne voulant pas trop s'étaler sur le contenu de cette révision, M. Belkhadem se contentera de dire que celle-ci devrait être précédée par la révision de la loi électorale et "examiner certaines questions fondamentales" sans les citer, tout en appelant les autres partis à s'exprimer et à faire leurs propositions concernant "les questions importantes".

M. Belkhadem reste, donc, vague sur ce qui se prépare au palais d'El-Mouradia. Lorsqu'il évoque l'élargissement des prérogatives de la représentation populaire, il lance des piques indirectes au projet du code communal, en cours de débat à l'APN, et qui réduit cette représentation à une simple apparence, car, au fond, toutes les prérogatives sont dévolues à l'administration représentée par le chef de daïra et le wali. Et, contrairement aux rumeurs en cours, au sujet de la dissolution du Parlement et l'organisation d'élections législatives anticipées, M. Belkhadem affiche son opposition à cette idée, précisant que "la période qui nous sépare des prochaines législatives de 2012 devrait être consacrée à la révision des lois électorale et celle des partis, ainsi que le code de l'information". Il a, en outre, réaffirmé l'opposition de son parti à l'idée chère à Hocine Aït Ahmed concernant l'élection d'une assemblée constituante estimant que "cela voudrait dire que l'on remet en cause tous les acquis réalisés par l'Algérie depuis 1962", avant d'affirmer que la scène politique nationale a besoin d'alternatives que proposeraient les partis politiques. Un discours fort ambigu, qui laisse penser que le FLN s'en tient à ses propres propositions. Par ailleurs, et sur la scène internationale, le patron du FLN s'est longuement étalé sur les derniers développements intervenus en Libye. Estimant que la position de l'UA "est plus sage que celle de la Ligue arabe" concernant l'intervention étrangère en Libye, M. Belkhadem a fustigé l'attitude du secrétaire général de la ligue qui, en compagnie de quatre ministres arabes, a pris part au sommet de Paris. "Il ne peut pas décider au nom de la Ligue arabe", pour rappeler, ensuite, que le même secrétaire général dénonce, présentement, les frappes contre la Libye.

Concernant le sommet arabe prévu à Bagdad, M. Belkhadem dira que, même s'il est reporté, il se tiendra. Toutefois, il estimera que "ce sommet ne changera rien de la réalité du monde

Tout en appelant à une révision de la constitution

Écrit par Azzeddine Bensouiah
Jeudi, 24 Mars 2011 00:00

arabe”, fustigeant par là même le recours des pays arabes à l’intervention étrangère et l’attitude du Conseil de sécurité “qu’a-t-il fait contre les agressions israéliennes contre le peuple palestinien ?” Concernant l’UMA, M. Belkhadem a insisté sur la nécessaire coordination entre les pays de la région. “Il faut que la raison l’emporte. Il faut éviter l’effusion de sang et écouter les préoccupations des populations.” Pour lui, le blocage qui existe au sein de l’UMA concerne uniquement le gel des activités du Conseil des chefs d’État, mais les autres institutions de l’union fonctionnent. Or, fera-t-il remarquer, toutes les décisions ont besoin de l’aval des chefs d’État. Et c’est là que devraient intervenir les réformes de cet ensemble régional.

[LIBERTÉ](#)